

Evaluation de l'impact du COVID-19 en Grand Est

Agriculture – Agroalimentaire - Forêt

Date de mise à jour : 02/04/2020
Période : Semaine 2 – Du 30 mars au 03 avril 2020



Contributions des CDA 08, 10/52, 51, 54, 55, 57, 88, 67 et 68, Interbev Grand Est, CIL Grand Est

En élevage, difficultés sur les marchés du lait (AOP/IGP, fromages) et de la viande (bovine et ovine => fermeture de la RHD, des boucheries traditionnelles...). Tensions également sur l'approvisionnement en aliments (protéines). Problèmes également pour les activités équine.

Début de la campagne qui se profile pour les fruits et légumes producteurs globalement inquiets et s'interrogent vis-à-vis de la demande des consommateurs et des acheteurs.

Fortes incertitudes en grandes cultures concernant les filières betteraves et PdT.

Difficultés de marchés enfin en viticulture et en horticulture.

TOUTES PRODUCTIONS ET TOUS MAILLONS

Pas ou peu de problèmes d'approvisionnement pour l'instant (engrais, semences). Ponctuellement en phytos.

Le conseil technique terrain (Chambres, OS...), le RSBT et BSV se poursuivent.

Poursuite des activités para-agricoles (concessionnaires agricoles...) en mettant en place des procédures adaptées.

Problèmes rencontrés sur les courriers/colis. Livraisons suspendues ou chaotiques (pièces détachées matériels, prélèvements analyses BVD, papiers/boucles identification)

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



FILIERES CEREALES

Quelques soucis d'expéditions/exports pour raisons logistiques.

Les semis de tournesol, maïs et chanvre sont à venir.

Les inquiétudes sur le colza vis-à-vis des gelées, conjuguées aux difficultés d'automne, et à la baisse des prix suite au Covid 19 interrogent une fois de plus sur la pérennité du colza.

Pas d'impacts sur les filières en AB.

Conjoncture marchés :

Blé : malgré la variabilité, marché qui a retrouvé et se maintient à des niveaux proches de l'avant crise. Demande à l'export toujours très dynamique.

Maïs : il a également décroché comme le blé pour les mêmes raisons, et s'est un peu repris mais rebond plus limité car pénalisé au niveau mondial par la filière éthanol lié à la baisse de la consommation d'essence et les cours très bas du pétrole.

Colza : légère remontée des prix cette semaine, mais toujours éloigné des niveaux d'avant crise toujours plombé par la chute des cours du pétrole.

FILIERES BETTERAVES/SUCRE

Les semis de betteraves se terminent.

Difficultés sur certains sites pour maintenir des équipes permettant d'assurer les différentes activités (production de sucre, d'éthanol et maintenance).

Comme ailleurs, tensions très forte sur le transport (risques d'augmentation des coûts) et difficultés croissantes aux frontières pour l'export (engorgements et/ou ralentissements).

Chute des cours sur les marchés depuis le début de la crise sanitaire : -27% en 1 mois pour le sucre brut sur le marché mondial et -42% pour l'éthanol au niveau UE. Par ailleurs, la baisse de la monnaie brésilienne et à une chute historique du pétrole (- 60 % depuis le début de l'année) conduira probablement les brésiliens à accroître leur production de sucre au détriment de l'éthanol à usage domestique => le déficit mondial annoncé pourrait s'effacer alors que dans le même temps la consommation mondiale pourrait diminuer (-2 MT).

Voies d'adaptation/vigilance :

Mise en place de clauses de sauvegarde pour limiter les importations brésiliennes.

FILIERES LUZERNE

L'activité de récolte devrait démarrer fin avril/début mai en fonction des conditions climatiques.

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



FILIERES POMMES DE TERRE

Reprise d'activité partielle pour l'usine Mc CAIN (frites) de Matougues (51) depuis le 30/03, après 11 jours de fermeture. Toutefois, seule une trentaine de salariés sont en poste pour réaliser de la purée en flocons. La forte baisse du carnet de commandes en frites (fermeture RHD et fast-foods) ne permet pas de relancer le reste de l'entreprise.

Pas de visibilité sur la reprise de l'activité et du débouché des PdT sur le marché du frais.

Voies d'adaptation :

Prolongation du stockage et de la campagne de transformation.

Réduction probable de la production de PdT primeurs/hâtives pour la prochaine saison.

TOUS ELEVAGES

En alimentation du bétail, augmentation des tensions sur les livraisons, et pression à la hausse sur les prix :

- difficultés d'approvisionnement notamment en tourteau de colza/soja => manque de matière 1ère + peu de chauffeurs + arrêt temporaire de l'usine de Baleycourt (produit 240 000T de tourteau de colza)
- se complique également sur la farine de maïs (fermeture de l'usine de Pringy...)

En AB, également beaucoup d'achats d'aliments du bétail avant le confinement.

Voies d'adaptation :

Limitation des volumes des commandes, changement des formulations (moins de tourteau de colza).

Cabinets vétérinaires : services perturbé ou suspendus suivant les territoires.

Vigilance prophylaxie

Insémination : services globalement assurés sous conditions de respect des règles de précautions sanitaires. Reprise d'activité le 02/04 dans le Haut Rhin après 10 jours d'arrêt.

Vigilance labos d'analyses (contrôle qualité lait, BVD...) : face au manque de main d'œuvre, analyses réduites en nombre ou reportées. Nécessité d'assurer le suivi des activités (qualité lait, autorisations de mouvements des animaux...).

Vigilance identification des animaux : effectifs réduits + difficultés de livraisons (La Poste) induit des délais parfois longs pour les documents/boucles. Peut poser des problèmes pour les éleveurs (délais réglementaires, ventes d'animaux...). Possible mise en œuvre des échanges entre EDE et éleveurs sous format informatique => mais protocole qui pourrait être administrativement très lourd.

Vigilance équarrissage : pour que les tournées continuent de s'effectuer.

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



Inquiétude sur les activités connexes : maintenance des usines (fournitures de pièces...), les consommables (cartons, sacs plastiques...), la logistique (transports frigos ou bétailières).

Le bouleversement et la baisse des débouchés concerne aussi les coproduits (abats, cuirs [bovins et ovins]...) en particulier vers la Chine et l'Italie.

FILIERE BOVINS LAIT

Collecte qui se maintient auprès de l'ensemble des producteurs. Hausse saisonnière de la production.

Situation plus tendue au niveau de la transformation : trop de lait par rapport au marché, notamment dans les petites entreprises, face aux baisses d'effectifs salariés (10 à 30% d'absentéisme en moyenne – recours à la main d'œuvre intérimaire quand c'est possible) et aux pertes de débouchés : les marchés de la RHD (jusqu'à -60%), produits à valeur ajoutée (fromages AOP/IGP [Brie de Meaux = -50 à -60%] et à la coupe) sont en forte baisse. A l'inverse, les ventes de lait, beurre, crèmes... en GMS sont en hausse => difficulté d'approvisionnement des IAA face à la consommation, mais pas de pénurie !

Pas ou peu de diminution d'activité en transformation en poudre/capsules.

Les débouchés exports sont toujours effectifs (hors produits "haut de gamme") : vers l'Allemagne, l'Italie => ok. Début de reprise vers la Chine.

Pas d'impact majeur à ce jour sur la filière AB : la consommation se maintient et les marchés qui réduisent (RHD) sont compensés par d'autres marchés (lait UHT).

Voies d'adaptation :

Objectifs de la filière : écrêter le pic annuel de collecte d'avril/mai pour ne pas engorger les laiteries, sans toutefois compromettre la production future (dans quelques semaines = période estivale correspondant à une baisse saisonnière de la production). Pour le moment, temps frais et sec qui limite la pousse de l'herbe.

Adaptations techniques « conjoncturelles » : réduction des concentrés, anticipation des réformes...

Pour les entreprises AOP/IGP avec débouchés pénalisés, suivant les cas : reprise de la collecte par une autre laiterie (Saulxures (52- Fromage de Langres) repris par Sodiaal), vente de tout ou partie de la production sur le marché SPOT (environ 200 €/T), demande de baisse de production (-10% sur avril/mai / 2019) avec forte décote du prix si dépassement, production des fromages hors AOP/IGP ou accroissement de la garde en cave d'affinage...

Mobilisation du CNAOL au niveau national : communication, négociations avec les GMS, demande d'aides nationales d'urgences...

Pour certains industriels (autres débouchés ou les grands groupes) : incitation à la réduction des volumes par l'évolution de la saisonnalité des prix : -10 à -20 €/1000L sur avril/mai avec report sur l'été, baisse du prix du lait d'excédent (-15% en 1 mois).

Limitation par certains opérateurs de la collecte des laits initialement valorisés en vente directe et réorientés vers les laiteries faute de débouchés.

Fond de compensation de 10 M€ mobilisés par le CNIEL (fonds propres) = sur la base du volontariat, les éleveurs sont incités à réduire leur production d'avril de 2 à 5 % / 2019 contre indemnisation à hauteur de 320 €/1000L. CNIEL espère un abondement



complémentaire par l'Etat, les régions, les collectivités... 10 M€ permettrait d'indemniser l'équivalent d'une baisse de 1,5% de la production nationale d'avril.

Contrôle laitier :

- sur périmètre 3CE : arrêt des activités depuis le début du confinement. Reprise de certains contrôles (protocole B, robot) à partir du 06/04, sous conditions de respect des règles de précautions sanitaires. Conseil à distance assuré.
- autres départements : arrêt des activités. Pas de reprise envisagée à court terme. Procédures de chômage partiel. Conseil à distance assuré.

FILIERE VIANDE BOVINE

Demande déséquilibrée suivant les marchés + difficultés de lisibilité dans les commandes (GMS, boucherie, halal) :

- marché du broutard (vers Italie notamment) qui se maintient, même si difficultés logistiques
- plutôt correcte en VL : marché tiré par le steak haché, les produits transformés/élaborés faciles à cuisiner... => pour l'alimentation familiale et adapté à la vente en drive/livraison. Mais tout de même impacté par l'arrêt de la RHD.
- en difficulté pour les VA et les JB => fermeture de la RHD, des boucheries et rayons trad. GMS et de l'export... avec de gros problèmes de débouchés sur le déhanché (filet, faux filet, côte)

- **25% de baisse des abattages sur la dernière semaine (du 23 au 27/03 – source Interbev Grand Est).** L'ensemble des abattoirs fonctionnent malgré 25 à 30% de salariés absents (adaptation mises en œuvre : journée plus courtes, ouverture 3 jours/semaine... => optimisation des outils) ou le manque de débouchés (Troyes ↔ Huguier principal client et fortement impacté par baisse RHD).

Perte des repères sur les prix => majorité des cotations orientées à la baisse (vaches, JB, veaux).

Les prestations d'abattage (6 à 20% d'absentéisme) sont souvent maintenues sous conditions : prise de rendez-vous et services restreints hors abattage (ex : arrêt du piécé). Bonne activité pour les prestations en lien avec de la vente directe.

Dans les GMS : 30% de salariés absents. Mise en rayon uniquement en dehors des horaires d'ouverture (entre 19h30 et 2h). Variation des ventes à la baisse ou à la hausse selon les boucheries (ex +50% en volume pour les boucheries avec drive et livraison à domicile).

Gros impact sur la filière bovins viande bio à cause de la fermeture des rayons boucherie trad. dans les GMS. Déséquilibre carcasse entre les morceaux nobles pénalisés et les produits transformés (steak haché - VL) qui se développent.

Voies d'adaptation :

Adaptations techniques pour repousser les animaux en engraissement : rationnement de l'aliment... => mais reporte le problème.

En JB, opportunité de certains marchands à l'export (Maghreb...) mais sans visibilité dans le temps



Enquête menée par Interbev Grand Est auprès des collecteurs pour évaluer les prévisionnels de sortie des JB race à viande (et du stock dans les élevages) pour les 2 mois à venir.

Comme en ovins, projet en réflexion avec le Conseil Régional pour orienter une partie de la production vers à la commande publique (abattage, découpe, transformation). Mais enjeux financier important.

Possibilité envisagée de transformer une partie des morceaux nobles non valorisés en viandes hachées (mais nécessite une augmentation du prix du steak haché face au surcout matière 1ère)

Le foirail de RETHEL est rouvert depuis le lundi 30/03/20, sous conditions de respect des règles de précautions sanitaires.

FILIERE VIANDE OVINE

Forte incertitude sur la consommation pour Pâques et le Ramadan (baisse des commandes des GMS, arrêt de la restauration collective, des réunions de famille... => -50 à -70% de demande commerciale. Craintes également pour le pendant et l'après période festives.

Les ramassages par les collecteurs ont été en baisse ces dernière semaines et sont +/- à l'arrêt actuellement suivant les secteurs. Près de 18 000 agneaux sont « en stock » dans les élevages et sont prêts à sortir dans le mois à venir (enquête menée par Interbev Grand Est auprès des collecteurs).

Les imports d'agneaux de NZ sont également sur le marché et vont directement concurrencer l'agneau français.

Pas de visibilité sur les prix car marché engorgé. 6,5 €/kg en frais ⇔ 4 à 5 €/kg pour l'import/le congelé.

En AB, perspectives très négatives : achats d'agneau de Pâques qui s'effondrent.

Voies d'adaptation :

Adaptations techniques pour repousser un peu les agneaux : rationnement de l'aliment, taux de renouvellement des agnelles...

Actions de communication sur l'agneau français

Travail sur la découpe (type Presto) pour faire des portions réduites (2 ou 4 pers.).

Volonté de limiter le nombre d'animaux qui restent en ferme => Projet en réflexion avec le Conseil Régional pour maintenir les abattages et, par la découpe et la transformation (sauté d'agneau), apporter un produit adapté à la commande publique et permettre un report de consommation. Projet en lien avec la Région Hauts de France. Modèle économique et modalités en cours de d'élaboration. Action coordonnée par Interbev Grand Est.

FILIERE VIANDE PORCINE

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



Marché globalement normal.
Abattages qui se sont maintenus sur l'ensemble du mois de mars.

FILIERE VIANDE VOLAILLES

Commerce plutôt orienté à la hausse (110 à 120% au niveau national en GMS), mais avec de fortes variations d'un lieu et d'un jour à l'autre. En parallèle, forte baisse des débouchés RHD, export... Des différences existent également entre les morceaux : problèmes sur les cuisses ⇔ ventes fluides de filets.

Des difficultés logistiques pour les équipes de ramassage des animaux : respect des gestes barrières, déplacements en groupes interdits...

Vigilance : filière toujours sous la pression de l'Influenza aviaire. Nouveaux foyers hautement pathogène ont été déclarés dans des élevages de volailles en Europe ces dernières semaines (yc en Allemagne). Virus détecté en Bulgarie distincts des autres virus circulant en Europe actuellement.

FILIERE OEUFS

Boom de la demande des particuliers : jusqu'à + 60 % ces deux dernières semaines pour les commandes des GMS. Prévision par la filière d'une stabilisation des commandes à un niveau supérieur de l'ordre de + 20 % à +25% / à la normale à court terme.

Pénurie de production (sur œufs de systèmes alternatifs, produits en Grand Est), un peu compensée par la réaffectation des œufs cage de l'Ouest initialement destinés aux casseries (débouchés en chute avec l'arrêt de la RHD notamment).

Voies d'adaptation/vigilance :

Les projets en cours de construction sont à l'arrêt (programme de développement de l'œuf alternatifs mis en pause jusqu'à horizon 2023) => nécessite de revoir les prévisions d'approvisionnement et l'élevage des poulettes.

FILIERE EQUINE

Les centres équestres et les pensions de chevaux sont fermés depuis le 17/03 (plus d'accueil du public).

Difficultés pour les centres équestres : doivent entretenir leur cavalerie et ne peuvent plus percevoir le chiffre d'affaire des cours d'équitation. Aucune perspective de recouvrer cette perte de chiffre d'affaire. **Les activités des vacances de Pâques sont compromises, et craintes vis-à-vis de celles de l'été.**

Pour les écuries de pension : les pensions continuent d'être perçues, mais travail accru (chevaux ne sont plus sortis par leurs propriétaires) et prestations supplémentaires (heures supplémentaires de salariés) que les propriétaires rechignent parfois à payer.

Pour les élevages, aucun commerce ne se réalise, les mises à la reproduction sont freinées => manque de poulain dans 4 ans.



Voies d'adaptation :

Les centres équestres recourent au chômage partiel quand il y a des salariés.

Une enquête initiée par le comité régional d'équitation est en cours pour connaître les besoins des éleveurs => envisagent d'échanger sur les résultats avec le Conseil Régional.

FILIERES FRUITS ET LEGUMES

Les producteurs sont au tout début de la campagne pour les 1ères productions. Ils sont globalement inquiets car ils appréhendent la demande des consommateurs et des acheteurs.

Forte hétérogénéité des impacts en fonction des débouchés et des circuits de commercialisation. Pour les CC/VD, la commercialisation est satisfaisante.

Pour les fruits et légumes de conservation (PdT, céleri, choux, carottes), les frigos se sont vidés très vite ces deux dernières semaines et la demande a été très soutenue. Elle s'est suivie par un ralentissement.

Les plantes et semences potagères sont dans la catégorie des produits alimentaires et sont autorisés à la vente.

Maraîchage

Les produits de serres tels que les radis et les salades arrivent sur le marché. Niveau des ventes ?

Vers Pâques, débutera la saison de la rhubarbe.

Asperges

Début de la campagne. Beaucoup d'inquiétudes avec la fermeture des marchés et de la restauration => l'asperge n'est pas un produit de première nécessité.

Concurrence des asperges des Landes en début de campagne avec des prix très bas.

Beaucoup de producteurs on réduit très fortement leurs surfaces de production.

Courrier au Conseil Régional de l'Association des Producteurs d'Asperges d'Alsace pour informer de la situation. Demande d'activer le dispositif des calamités agricoles.

⇒ Dispositif non adapté à la situation.

Fraises

Les premières fraises de serres avec des petits volumes arrivent dans 8 jours.

Arrivée prévisible de gros volumes à partir du 10-15 mai.

Vigilance : la self cueillette sera-t-elle possible ? Si non, besoin de main d'oeuvre à prévoir

Fruits

Explosion de la vente autour de l'annonce du confinement mais désormais plus calme.

Problème de gel sur les fruits depuis 8 jours. Certains vergers sont très atteints tels que les pêches, abricots, poires et cerises.

Voies d'adaptation :

Plusieurs GMS et grossistes se sont engagés à soutenir la commercialisation des fruits et légumes et à trouver des solutions pour les producteurs ayant perdu des marchés liés au

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



confinement. Possibilités également de solliciter les centrales d'achats sur le territoire pour absorber les plus grandes quantités.

FILIERE VIGNE ET VINS

Pas d'évolution : ventes et expéditions à l'arrêt et travail dans les vignes qui continue dans la mesure où les salariés sont disponibles.

FILIERE FLEURS ET ORNEMENT

Difficultés pour certains producteurs pour qui tous les marchés aux plantes ont été annulés (et qui représentent la quasi-totalité des ventes de l'année).

FILIERES FORET / BOIS

Forte baisse de l'activité vente de bois (-70 à -90%) : scieries à l'arrêt...

Les activités d'exploitations du bois (bucheronnage, débardage) quasi toutes arrêtées.

L'activité sylviculture (plantations, entretien) se poursuit.

TOURISME A LA FERME/VENTE DIRECTE/CIRCUITS COURTS

Activités d'accueil et de tourisme à l'arrêt.

Autorisation pour réouverture partielles des marchés (sous conditions) dans la majorité des départements (sauf 52, 67 et 68). Marchés de producteurs de pays (marque dérivée de Bienvenue à la ferme) à l'arrêt en 08.

Sur les circuits courts et la vente directe, 2 tendances différentes :

- Certains producteurs ont une forte baisse de leurs débouchés : RHD, restaurateurs privés, vente directe touristique
- D'autres (une majorité ?) connaissent une hausse des demandes, notamment quand drive, livraison à domicile, ventes à la ferme, en magasin de producteur

Globalement, majorité des produits s'écoulent correctement : maraichage => Ok. Produits laitiers => moyen. Fromages de chèvre => difficile.

Voies d'adaptation :

Structurations en cours au niveau régional :

- information des consommateurs sur les lieux de vente alimentaires qui existent et sont ouverts : enquête CCI/CMA pour référencer les commerces (outils numérique. Déjà disponible en Alsace). [Vigilance : inclure les circuits agricoles] + accélération du développement d'une application de géolocalisation des producteurs en CC/VD à l'initiative du Conseil Régional ("Réseau terroir")

Contact

Chambre Régionale d'Agriculture du Grand-Est - Equipe Economie - <http://www.grandest.chambre-agriculture.fr/>



=> Vigilance : dans les 2 cas, nécessité d'indiquer les dimensions logistiques (retrait, livraison...) et d'adapter le modalités de paiements (en ligne).

- recensement par les CDAs (départements 54, 88, Alsace) des producteurs ayant perdus leurs débouchés (= offres) et mise en relation avec différentes demandes identifiées (autres producteurs, GMS...).

Pour les structures existantes (plateformes e-commerces, drives...), possibilité d'accueillir de nouveaux producteurs, à étudier au cas par cas en fonction des règlements intérieures. Par contre, les délais pour la mise en place officielle de nouvelles structures, même éphémères, nécessitent plus de temps (1 sem. à 10 jrs).

Une majorité des initiatives se mettent en place au niveau local, de manière très disparate, sur des petits volumes et par le « system D » : adaptation des débouchés (livraison, paniers, magasin), points de vente physiques éphémères (parking, GMS...), procédures de référencement facilitées en GMS...

DIVERS

Déclarations PAC

Autorisée par la Commission européenne pour tenir compte de la situation liée au Covid 19, la date limite pour les déclarations PAC a été repoussée au 15 juin, sans entraîner de pénalités pour les exploitants. Toutefois, afin de maintenir le versement aux agriculteurs de l'acompte au 16/10, cela nécessitera qu'un maximum de déclarations se fasse avant la date du 15/05.

Banques

Les banques commencent à proposer des solutions : report des échéances de prêts, prêts de trésorerie avec garantie BPI...

REAGIR

Les cellules REAGIR sont mobilisées dans les CDAs afin d'accompagner les agriculteurs susceptibles d'être en difficulté face à la crise. L'accent est notamment mis dans un 1^{er} temps sur l'analyse de l'ensemble des dispositifs d'aides mis en place par l'Etat et les Collectivités (reports de charges, prêts trésorerie...).

